

Le gouvernement n'adopte pas de sanctions économiques contre la Chine. Après une réunion avec des représentants du patronat, M. Clark déclare que "personne n'a intérêt à ce que l'on élimine complètement tout lien commercial ou autre entre le Canada et la Chine". En 1988, le Canada a réalisé un surplus de 1,6 milliard de dollars dans des échanges commerciaux qui totalisaient 3,5 milliards avec la Chine, soit une augmentation de 58 p. 100 par rapport à l'année précédente.⁹

Le 11 juillet 1989, le premier ministre Brian Mulroney, après s'être réuni avec la première ministre britannique Margaret Thatcher à Londres à la veille de son départ pour le sommet économique de Paris, presse le gouvernement chinois de respecter les accords internationaux dont il est signataire et de rétablir "un climat de confiance" à Hong Kong. Malgré les appels répétés des insulaires, la Grande-Bretagne a refusé de garantir qu'elle accueillerait tous les habitants de Hong Kong qui détiennent un passeport britannique (il y en a plus de trois millions) avant 1997, date où la Chine doit reprendre la maîtrise de la colonie en vertu du traité sino-britannique de 1984. M. Mulroney ajoute que le Canada, pour avoir accueilli plus de la moitié des 45 000 personnes qui ont émigré de Hong Kong en 1988, "sait quelque chose de leurs problèmes... Nous connaissons aussi les problèmes du Royaume-Uni et nous croyons que c'est à la Chine - et non au Royaume-Uni - qu'il incombe d'honorer les promesses faites au Royaume-Uni dans le cadre du traité."¹⁰ On signale que l'étouffement des forces démocratiques en Chine provoque une augmentation des demandes de visa déposées au Commissariat canadien à Hong Kong.¹¹

Le débat parlementaire

La Chambre des communes commence à débattre les événements qui se déroulent en Chine et la réaction du Canada à partir du 5 juin 1989. Pendant la période des questions et au cours d'un débat d'urgence convoqué le 5 juin, quelque quarante députés prennent la parole. Beaucoup d'entre eux évoquent l'histoire des relations sino-canadiennes; ils expriment le choc, le chagrin et l'indignation qu'ils ressentent face à la violente répression exercée contre les manifestants pour la démocratie et par suite du massacre des 3 et 4 juin 1989; enfin, ils pressent le gouvernement d'adopter diverses sanctions diplomatiques et économiques contre la Chine. (Pour le texte intégral de la résolution unanime de la Chambre des communes condamnant le gouvernement chinois, voir *Les droits de la personne* - "Le débat parlementaire".)

⁹ Jonathan Manthorpe, "Clark Rules Out 'Dramatic' Sanctions", *Ottawa Citizen*, 23 juin 1989, p. A6; et Tim Harper, "Canada Backing Off Trade Sanctions After Clark, Business Leaders Meet", *Toronto Star*, 23 juin 1989, p. A14.

¹⁰ Linda Diebal, "Pressure China on Human Rights in Hong Kong Mulroney Urges", *Toronto Star*, 12 juillet 1989, p. A1.

¹¹ Michael Bociurkiw, "Troubles in China Send Hong Kong into Wild Scramble for Canadian Visas", *Globe and Mail*, 26 juin 1989, p. A1.